

DESTINATION

SCIENCES PO

HISTOIRE

Concours Commun IEP

Yannick Clavé

Ancien élève de l'ENS Lyon, agrégé et docteur en histoire,
professeur en Classes préparatoires aux grandes écoles.

ARMAND COLIN

Dernières publications de l'auteur :

- *Histoire, géographie, géopolitique du monde contemporain - ECG I^{re} année*, Dunod, 2021.
- *Méthodologie de la dissertation en histoire*, Ellipses, 2021.
- *Les proviseurs de lycée au XIX^e siècle (1802-1914)*, Presses universitaires du Septentrion, 2021.
- *Populations, peuplement et territoires en France*, Ellipses, 2021.
- *Histoire, géographie, géopolitique, sciences politiques – Terminale (spécialité)*, Ellipses, 2020.
- *Géographie de la France*, Ellipses, 2013, réédition 2020.
- *Petit atlas historique de l'Antiquité romaine*, Armand Colin, 2019.
- *Épreuves d'histoire. Concours sciences-po Paris et Bordeaux*, Armand Colin, 2018.
- *Le monde romain, VIII^e s. av. J.-C.-VI^e s. apr. J.-C.*, Armand Colin, 2017.

Couverture : Agence Marse

Illustrations de couverture : Mussolini et Hitler, Allemagne, 1937 © Wikimedia Commons ;
New York, 11 September, Ph. Ken Tannenbaum © Shutterstock ;
Discours de Leon Blum au Congrès socialiste, 1932 © Wikimedia Commons.

Maquette intérieure : Caroline Joubert © Atelier du livre

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du

droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Armand Colin, 2020

Armand Colin est une marque de Dunod Éditeur

11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.armand-colin.com / www.dunod.com

ISBN : 978-2-200-63231-1

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2^e et 3^e a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

Avant-propos	1
Le concours commun des IEP	2
1. Les modalités du concours	2
2. Le calendrier du concours	2
3. Le contenu du concours	3
4. L'épreuve d'histoire	3
Le programme du concours en histoire	4

Partie 1

Apprendre les connaissances : le cours en 13 chapitres

1. La crise de 1929 et ses conséquences économiques et sociales	6
1. Le déclenchement et la diffusion rapide de la crise de 1929	6
2. Un désastre économique et social à travers le monde	12
3. Face à la crise : des solutions contrastées	16
2. Les régimes totalitaires dans les années 1920 et 1930	25
1. Les origines des régimes totalitaires	27
2. L'arrivée au pouvoir des régimes totalitaires	30
3. Les caractéristiques et le fonctionnement des régimes totalitaires	36
3. La Seconde Guerre mondiale	51
1. De 1939 à 1945 : les grandes phases d'un conflit planétaire	52
2. Une guerre d'anéantissement : la « brutalisation » à son paroxysme	59
3. La France dans la Seconde Guerre mondiale	68
4. La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts d'un nouvel ordre mondial (1945-1949)	87
1. 1945, « année zéro » : le lourd bilan de la guerre	88
2. Un monde à reconstruire : les bases d'un nouvel ordre international	89
3. De nouvelles tensions internationales : une paix précaire	100

5. Guerre froide, décolonisation et émergence du tiers-monde (1949-1973)	111
1. La bipolarisation du monde à son apogée (1949-1962)	112
2. Le temps de la Détente et des nouveaux équilibres mondiaux (1962-1973)	118
3. La décolonisation et l'émergence laborieuse du tiers-monde	127
6. Les États-Unis et le monde depuis 1945	141
1. 1945-1962 : l'affirmation de la puissance américaine dans le contexte de la guerre froide	143
2. 1962-1991 : l'hégémonie américaine entre consolidation et contestation dans un monde de plus en plus multipolaire	145
3. Depuis 1991 : les États-Unis, une « hyperpuissance » ?	146
7. La Chine et le monde depuis 1945	150
1. 1949-1955 : la Chine, une puissance communiste grâce au soutien et à la protection de l'URSS	151
2. 1956-1976 : s'émanciper de l'URSS et s'affirmer sur la scène internationale	154
3. Depuis 1976 : l'ascension vers la puissance mondiale	156
8. La France : une nouvelle place dans le monde (1945-1969)	160
1. La IV ^e République : un nouveau régime politique confronté à de nouveaux défis internationaux (1946-1958)	160
2. Le général de Gaulle installe une nouvelle République (1958-1962)	167
3. Le pouvoir gaulliste associe la volonté d'indépendance nationale et la modernisation du pays (1962-1969)	171
9. Les années 1970 et 1980 dans le monde : la modification des grands équilibres politiques et économiques	181
1. Une crise économique en Occident à partir des années 1970	181
2. Les relations internationales de 1973 à 1991 : du retour des tensions à la fin de la guerre froide	187
3. Les mutations politiques en Europe : le renouveau de la démocratie	192
10. La France de 1974 à 1988 : un tournant social, politique et culturel	199
1. Les évolutions politiques depuis 1974 : la droite puis la gauche face à l'exercice du pouvoir	199
2. D'importantes mutations dans la société française	203
3. La société connaît aussi des transformations culturelles	211
11. Le monde depuis les années 1990 : nouveaux rapports de puissance, nouveaux enjeux	217
1. La reconfiguration des relations internationales après la fin de la guerre froide	218
2. Le renouveau des tensions et des conflits	222
3. La lente élaboration d'une gouvernance mondiale pour faire face aux défis contemporains	229

12. La construction européenne depuis les années 1990 : entre élargissement, approfondissement et remises en question	239
1. La construction par élargissements successifs	240
2. La construction par approfondissement	243
3. L'Union européenne face à des défis majeurs aujourd'hui	246
13. La République française depuis les années 1990	253
1. Les évolutions politiques depuis les années 1990 : une République stable	253
2. Les institutions de la V ^e République entre difficultés et adaptations	257
3. La redéfinition du rôle de l'État : l'approfondissement de la décentralisation	261

Partie 2

S'entraîner : méthodes, sujets corrigés

La méthode de l'analyse de documents	268
1. Qu'est-ce qu'une analyse de documents ?	268
2. Un cas spécifique : les documents non textuels	269
3. Comment organiser sa copie ?	270
Sujet corrigé 1 – Roosevelt et le New Deal	274
Corrigé	276
Sujet corrigé 2 – La « Grande Terreur » en URSS (1937-1938)	279
Corrigé	281
Sujet corrigé 3 – La Shoah pendant la Seconde Guerre mondiale	284
Corrigé	286
Sujet corrigé 4 – L'année 1940 en France	290
Corrigé	292
Sujet corrigé 5 – Le régime de Vichy et la collaboration avec les nazis (1940-1942)	296
Sujet corrigé 6 – La crise du mur de Berlin	298
Corrigé	300
Sujet corrigé 7 – La crise des missiles de Cuba (1962)	303
Corrigé	305
Sujet corrigé 8 – Le tiers-monde dans les années 1950	309
Corrigé	311
Sujet corrigé 9 – La crise algérienne et la création de la V^e République	314
Corrigé	316

Sujet corrigé 10 – Tensions géopolitiques mondiales et crise pétrolière dans les années 1970	320
Corrigé	322
Sujet corrigé 11 – L’euro, monnaie unique	325
Corrigé	327
Sujet 12 – Le nazisme et les jeunes	331
Sujet 13 – La Seconde Guerre mondiale en Europe	332
Sujet 14 – Le régime de Vichy	334
Sujet 15 – Le procès de Nuremberg	337
Sujet 16 – Le plan Marshall et la réaction soviétique	339
Sujet 17 – La crise du blocus de Berlin (1948)	342
Sujet 18 – Berlin, ville au cœur de la guerre froide	344
Sujet 19 – Les ambitions internationales de la Chine communiste dans les années 1950	346
Sujet 20 – Les États-Unis dans la guerre du Vietnam	348
Sujet 21 – Le Proche-Orient, un foyer de tensions	350
Sujet 22 – La IV^e République et les enjeux internationaux	352
Sujet 23 – L’élection de François Mitterrand en 1981	354
Sujet 24 – La première guerre du Golfe (1990-1991)	355
Sujet 25 – Les génocides et la justice internationale depuis les années 1990	357
Sujet 26 – Le 11 septembre 2001	359

Partie 3

Outils de travail

1. Lexique	362
2. Lexique des sigles	372
3. Notices biographiques	376
4. L’évolution politique de la France depuis 1946 (IV^e et V^e Républiques)	386
1. Les gouvernements de la IV^e République (1946-1958)	386
2. La V^e République (depuis 1958)	388
5. Cartes	389

Avant-propos

Ce livre est conçu comme un véritable manuel permettant de travailler en autonomie le programme d'histoire du concours commun des IEP. Couvrant tous les thèmes du concours, le livre est pensé pour être un **outil pratique et complet**, et éviter ainsi aux candidats de se disperser dans d'autres lectures. Pour une plus grande efficacité, il est divisé en trois grandes parties :

- La première partie regroupe tous les chapitres de connaissances, qui reprennent rigoureusement les chapitres du programme officiel. Élaborés comme de véritables cours structurés et développés (introduction avec problématique, parties et sous-parties, exemples précis), avec à la fin un récapitulatif systématique des éléments principaux à retenir pour faciliter l'assimilation, ils contiennent toutes les connaissances qu'il est nécessaire de maîtriser. Des listes de sujets potentiels sont également proposées à la fin de chaque chapitre.
- La deuxième partie, intitulée « S'entraîner », est d'une importance tout aussi capitale car elle fait d'abord une présentation claire et structurée de la méthode de l'étude de documents, puis elle présente 26 sujets dont 10 sont entièrement corrigés. On n'insistera jamais assez sur la nécessité de s'entraîner régulièrement sur des sujets de type concours pour mettre en application les connaissances apprises et se préparer le plus efficacement possible.
- La troisième partie, enfin, présente un ensemble d'outils de travail permettant de renforcer l'apprentissage des cours : lexique des mots, lexique des sigles, notices biographiques, cartes, repères chronologiques.

Au préalable, dans les pages qui suivent cet avant-propos, le livre débute d'abord par une présentation du concours et de son programme.

Bonne lecture !
Yannick Clavé
Septembre 2021

Le concours commun des IEP

Site officiel à visiter : <http://www.reseau-scpo.fr>

1 Les modalités du concours

- Le concours d'entrée en 1^{re} année est commun à 7 Instituts d'études politiques (IEP) : **Aix-en-Provence, Lille, Lyon, Rennes, Saint-Germain-en-Laye, Strasbourg et Toulouse**. Ils forment le **Réseau ScPo**.
- Un nombre total de **1 200 places environ** est proposé chaque année (pour environ 10 000 candidats inscrits).
- **Le classement est unique pour les 7 établissements**. Les candidats admis sont affectés en fonction de leur rang de classement et de leurs choix préférentiels (des vœux sont à établir au moment de l'inscription). Chaque candidat doit obligatoirement formuler un ordre de priorité entre chacun des 7 IEP.
- L'accès au concours est exclusivement réservé aux candidats ayant obtenu leur baccalauréat l'année précédent le concours **ou** l'obtenant l'année du concours. **Un candidat inscrit en Terminale qui ne réussit pas le concours, peut donc le retenter l'année suivante.**

2 Le calendrier du concours

- L'inscription au concours se fait directement sur **la plateforme Parcoursup**. Les résultats au concours et l'affectation dans un des IEP sont également communiqués via Parcoursup.
- Le concours se déroule en règle générale **vers le milieu du mois d'avril** : il consiste en **3 épreuves écrites**, regroupées sur **une seule journée** (un samedi).
→ Chaque année, des sites d'examen peuvent être ouverts pour les candidats des lycées français de l'étranger, les candidats locaux et ceux de l'outre-mer. Par exemple : Colombie, Émirats Arabes Unis, Guadeloupe, Guyane, Maroc, Martinique, Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Réunion, Thaïlande.
- Les convocations sont téléchargeables en ligne environ une semaine avant le concours. Il est indispensable d'être en possession de sa **convocation** et d'une **pièce d'identité**.

3 Le contenu du concours

L'admission prend en compte **deux éléments** qui, ensemble, forment une moyenne générale :

- **Trois notes du baccalauréat** (auxquels les IEP ont automatiquement accès via Parcoursup) :

Note prise en compte	Coefficient
Moyenne des deux épreuves de spécialité en Terminale	1
Moyenne des notes de bulletins de Terminale des langues vivantes A et B	0,5

- **Les résultats aux 3 épreuves écrites**, organisées par les IEP en avril :

Épreuve	Coefficient	Durée	Contenu
Questions contemporaines	3	3 heures	Une dissertation (choix entre deux sujets)
Histoire	3	2 heures	Une analyse de deux documents (un seul sujet imposé)
Langue vivante au choix : allemand, anglais, espagnol ou italien	1,5	1 heure	Questions de compréhension et essai

4 L'épreuve d'histoire

- Il s'agit d'une **analyse de documents en deux heures**, qui correspond à un type d'épreuve qui existe au baccalauréat.
- Le sujet est guidé par **une consigne générale** et contient **deux documents de nature différente** (dont, en règle générale, un texte).
- Il s'agit de faire **un commentaire** des deux documents, en les analysant de manière conjointe pour les expliquer à l'aide de ses **connaissances personnelles**. Il s'agit donc de relever les informations pertinentes pour répondre à la consigne et à croiser ces éléments avec des connaissances personnelles, ce qui suppose aussi une capacité d'avoir un recul critique.

→ **Se reporter à la partie 2 du livre pour une présentation détaillée de la méthode.**

Le programme du concours en histoire

Le programme officiel, défini par les IEP, porte à la fois sur « Les relations entre les puissances et les modèles politiques des années 1930 à nos jours » et « Histoire politique, sociale et culturelle de la France depuis les années 1930 ».

Le programme est donc celui du tronc commun de Terminale de la série générale : **Les relations entre les puissances et l'opposition des modèles politiques des années 1930 à nos jours.**

Les relations entre les puissances et l'opposition des modèles politiques des années 1930 à nos jours

- **Thème 1 – Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale (1929-1945)**

Chapitre 1. L'impact de la crise de 1929 : déséquilibres économiques et sociaux

Chapitre 2. Les régimes totalitaires

Chapitre 3. La Seconde Guerre mondiale

- **Thème 2 – La multiplication des acteurs internationaux dans un monde bipolaire (de 1945 au début des années 1970)**

Chapitre 1. La fin de la Seconde Guerre mondiale et les débuts de la guerre froide

Chapitre 2. Une nouvelle donne géopolitique : bipolarisation et émergence du tiers-monde

Chapitre 3. La France : une nouvelle place dans le monde

- **Thème 3 – Les remises en cause économiques, politiques et sociales des années 1970 et 1980**

Chapitre 1. Les changements économiques et leurs conséquences

Chapitre 2. La modification des grands équilibres politiques

Chapitre 3. Un tournant social et culturel, la France de 1974 à 1988

- **Thème 4 – Le monde, l'Europe et la France depuis les années 1990, entre coopérations et conflits**

Chapitre 1. Nouveaux rapports de puissance et enjeux mondiaux

Chapitre 2. La construction européenne entre élargissement, approfondissement et remises en question

Chapitre 3. Les évolutions de la République française

Partie

1

**Apprendre les
connaissances :
le cours en
13 chapitres**

La crise de 1929 et ses conséquences économiques et sociales

« Tôt ou tard il y aura un krach. Le beau temps ne peut pas durer indéfiniment ».
Roger Babson (économiste), *New York Times*,
6 septembre 1929.

Introduction

L'exceptionnelle période de prospérité économique prend brutalement fin en octobre 1929, lorsque la bourse de New York (Wall Street) s'effondre brutalement, provoquant une crise financière sans précédent. En quelques mois, l'économie américaine s'écroule, tandis que la crise se propage à toute la planète et à toute l'économie, touchant de plein fouet l'Europe en particulier l'Allemagne. C'est le début de la **grande dépression** des **années 1930** : au maximum de la crise en 1932, la production industrielle mondiale a diminué de 40 % par rapport à 1929. Aucune région du monde n'est épargnée, même l'Amérique latine est touchée : c'est le signe que les économies nationales sont déjà mondialisées.

Cet effondrement suscite l'incompréhension des contemporains et le **désarroi des gouvernants**, qui, dans un premier temps, mettent souvent en place des politiques inefficaces inspirées de la pensée libérale traditionnelle. Élu en 1932, le président Roosevelt innove en proposant une plus forte **intervention de l'État** dans le cadre de son New Deal ; même si les résultats sont mitigés, ils permettent à l'économie américaine de se reconstruire progressivement. En France, le Front populaire élu en 1936 mène une politique sociale inédite.

La problématique

- En quoi la crise de 1929 est-elle sans précédent et provoque-t-elle une longue dépression de l'économie mondiale ?
- Comment les États tentent-ils d'y répondre ?

1 Le déclenchement et la diffusion rapide de la crise de 1929

a. Les origines de la crise

1. Les fragilités de la prospérité américaine des années 1920

Les années 1920 ont été une décennie de prospérité économique dans beaucoup de pays, particulièrement aux États-Unis où le taux de croissance annuel est de 4,5 % en moyenne : ce sont les **Roaring Twenties** (Années folles). Avec l'arrivée à maturité de la deuxième

révolution industrielle, les États-Unis entrent dans la production et la consommation de masse, dont les symboles sont la radio et surtout l'automobile (Chrysler, General Motors et Ford). Ils prennent aussi un poids plus important dans la mondialisation. En 1929, ils représentent 40 % de la production industrielle mondiale (contre 20 % en 1914), tandis qu'ils investissent massivement à l'extérieur : 2,7 milliards de dollars en 1929 soit cinq fois plus qu'en 1914, présence des banques américaines dans 38 pays, implantations industrielles (Ford et General Motors ont ouvert de nombreuses usines en Europe et même au Japon).

Mais cette prospérité porte en elle ses propres limites. Le principal problème est **l'essor extrêmement rapide du secteur financier**, que personne ne contrôle. La société de consommation pousse à la généralisation du crédit : les ménages s'endettent de plus en plus pour s'acheter tous les nouveaux produits de consommation (80 % des voitures sont achetées à crédit), ce qui fragilise les banques qui prêtent généreusement sans se soucier toujours de la solvabilité de leurs clients. Le secteur bancaire est d'ailleurs de plus en plus concentré : il existe 24 000 banques, mais seulement 1 % d'entre elles disposent de la moitié des ressources bancaires. L'abus du crédit débouche sur un dérèglement majeur de l'économie, que peu d'économistes remarquent alors : la construction de **bulles spéculatives**. La spéculation à la bourse de New York prend des proportions inquiétantes à partir de 1925, avec une tendance à la hausse des cours, mais de plus en plus sans lien avec la réalité. Ainsi, entre 1922 et 1929, la production industrielle a augmenté de 30 %, mais le cours des actions a été multiplié par sept ! De plus en plus d'Américains se lancent dans la Bourse, attirés par des taux d'intérêt faibles et des perspectives de rentabilité élevée à court terme. Cependant, la plupart des possesseurs d'actions n'en sont propriétaires qu'à hauteur de 30 à 50 %, le reste correspondant aux crédits bancaires...

2. Les déséquilibres de l'économie américaine

L'économie est par ailleurs victime de plusieurs déséquilibres. Elle est d'abord trop dépendante du **secteur automobile**. La construction automobile absorbe 60 % des tôles d'acier et de cuir, 75 % du verre, 85 % du caoutchouc et du pétrole. Une contraction de ce secteur aurait donc des effets catastrophiques pour l'ensemble de l'économie.

Un autre élément d'inquiétude est **la surproduction**. L'essor de la consommation de masse a conduit les entreprises à produire toujours plus, sans se rendre compte que le marché intérieur devenait de plus en plus saturé. La surproduction est déjà une réalité dans l'agriculture au milieu des années 1920, puis dans l'industrie en 1927-1928. Ces éléments ont notamment été étudiés par l'économiste Jean Heffer (*La Grande Dépression*, 1976).

Par ailleurs, **certains secteurs économiques** américains sont déjà en crise dans les années 1920. Les **agriculteurs**, en particulier, connaissent de graves difficultés : alors qu'en 1919 ils possédaient 16 % du revenu national, en 1929 ils n'en ont plus que 9 %, ce qui traduit un recul très fort de leur pouvoir d'achat. Le prix de la terre baisse en effet fortement (environ 30 %), alors que le matériel reste très coûteux, ce qui conduit de nombreux agriculteurs à s'endetter voire à se surendetter, et que les prix agricoles ont tendance à baisser ce qui diminue leurs revenus. Dans **l'industrie**, les secteurs de la première révolution industrielle, développés à partir du milieu du XIX^e siècle, sont en difficulté : industrie textile, construction navale, extraction charbonnière (victime de la concurrence du pétrole et de l'électricité). Ils sont mal adaptés aux nouvelles conditions de la croissance économique et de la mondialisation (concurrence mondiale). Le chômage dans l'industrie existe ainsi déjà avant la crise de 1929 ; il se situe en moyenne autour de 2 à 3 millions de travailleurs dans la décennie 1920.

3. Les dérèglements économiques mondiaux des années 1920

Une des controverses les plus anciennes porte sur **le lieu d'origine de la crise**. Le président des États-Unis de l'époque, Herbert Hoover, a avancé la thèse d'une origine européenne de la crise, et non américaine : « le grand centre de la tempête fut l'Europe », comme il l'écrit dans ses *Mémoires*. Il estime en effet que la production industrielle commence déjà à plafonner en Europe avant 1929 et que le cours des actions commence à baisser en Allemagne dès 1928, et rappelle que beaucoup de pays connaissent des difficultés tout au long des années 1920. Si son raisonnement est sans doute excessif et cherche aussi à le dédouaner de ses propres responsabilités, il est vrai que le système capitaliste connaît d'importants déséquilibres, nés de la Première Guerre mondiale et non résolus au cours des années 1920, et que les États-Unis ne sont pas les seuls en cause.

Les années 1920 renouent certes avec la prospérité et la croissance, processus dans lequel les États-Unis sont le moteur comme nous l'avons vu plus haut, mais cette prospérité est en réalité limitée à quelques pays et à quelques secteurs, tandis que les problèmes économiques et financiers sont nombreux. D'une part, la **mondialisation est en crise** : les échanges commerciaux se contractent, les politiques protectionnistes se généralisent, les cours mondiaux des matières premières baissent, l'Europe réduit fortement ses investissements de capitaux à l'étranger et les mouvements spéculatifs progressent rapidement (de plus en plus de capitaux sont flottants, c'est-à-dire sont fréquemment déplacés d'un pays à l'autre car ils sont à la recherche d'un gain immédiat, à court terme). D'autre part, le monde est confronté à **l'instabilité monétaire** : la Première Guerre mondiale a mis fin au système de l'étalon-or qui avait bien fonctionné au XIX^e siècle (stabilisation des monnaies, car définies par rapport à une référence commune, l'or), ce qui aboutit désormais à des taux de change flottants, c'est-à-dire que la valeur des monnaies ne cesse de fluctuer (à la hausse ou à la baisse). Désormais, les monnaies les plus puissantes se livrent une concurrence directe (dollar, livre sterling et même le franc après 1928). Mais beaucoup de pays ont du mal à définir une politique monétaire claire. En **Grande-Bretagne** par exemple, la classe politique cherche à rétablir la puissance de la livre sterling comme au XIX^e siècle ; pour cela, elle augmente sa valeur, mais cela a pour conséquence de la rendre trop chère sur les marchés internationaux et de rendre les produits britanniques trop coûteux à l'exportation. L'économie britannique est alors asphyxiée, victime de la monnaie forte. En **France**, le franc ne cesse de se déprécier (il perd de sa valeur) et fait peur aux investisseurs, qui préfèrent investir à Londres ou à New York plutôt qu'à Paris. C'est entre 1926 et 1929, quand Raymond Poincaré est président du Conseil (chef du gouvernement), que la situation du franc s'améliore : les investisseurs, rassurés, placent à nouveau leurs capitaux en France, tandis que Poincaré décide de dévaluer le franc en 1928, ce qui est une solution réaliste (le franc était surévalué). Ce franc Poincaré devient une monnaie fiable et recherchée par les investisseurs, mais il ne suffit pas à arrêter l'affaiblissement des exportations françaises.

Les principales puissances européennes connaissent par ailleurs un **marasme économique** : l'économie britannique est confrontée à la chute de ses exportations et à l'augmentation du chômage provoquée par la crise industrielle, tandis que l'Allemagne a certes connu un redressement industriel mais qui est entièrement basé sur l'afflux massif de capitaux américains tandis que ses réserves monétaires sont très faibles. Quant à la France, elle semble plus solide grâce à son exceptionnel stock d'or et de devises, mais ses exportations commencent à faiblir dès 1927 ce qui entraîne des difficultés dans l'industrie (très dépendante des exportations).

b. Les mécanismes de la crise

1. La crise est d'abord boursière : le krach d'octobre 1929

Un krach boursier débute à New York le **jeudi 24 octobre 1929**, surnommé le **jeudi noir**. Il dure 22 jours, ce qui en fait le plus long de l'Histoire. Il s'agit d'un effondrement brutal des cours : en seulement quelques jours, les hausses vertigineuses des années précédentes sont effacées. Le processus a été accéléré par la décision de la Banque fédérale américaine (la FED, créée en 1913) en août 1929 de relever les taux d'intérêt, très inquiète face à cette orgie spéculative. Ce jeudi 24 octobre, c'est une véritable panique qui s'empare des investisseurs : 13 millions de titres sont vendus (contre 4 millions en temps normal), tandis que la valeur des titres s'écroule, parfois de 10 ou 15 % en dix minutes... Les banques, regroupées autour de la Morgan, essaient immédiatement d'enrayer la crise en achetant de grandes quantités d'actions, mais la chute des cours se poursuit. Le **mardi 29 octobre**, le krach s'amplifie : 16 millions de titres supplémentaires sont cédés.

La chute des cours se poursuit jusqu'en 1932 : au total, le Dow Jones (indice des cours à la Bourse de New York) a baissé de 90 %, tandis qu'en 1932 plus de 80 % de la capitalisation boursière de 1929 a disparu, provoquant la ruine de plus de cinq millions de spéculateurs. Par exemple, l'action Chrysler, pourtant jugée très fiable, passe de 135 dollars en septembre 1929 à 5 dollars en 1932...

2. La généralisation de la crise à l'économie

Cette crise boursière entraîne en seulement quelques semaines une crise de toute l'économie américaine. La crise devient ainsi **bancaire** : les banques sont les premières victimes, prises en tenaille par des retraits précipités de dépôts alors qu'elles ne peuvent récupérer les sommes prêtées aux spéculateurs et celles aux consommateurs ou investies dans l'industrie ; elles sont victimes de l'excès de crédit au cours des années 1920... 640 banques font faillite dès la fin 1929, puis 1 300 en 1930 et plus de 2 000 en 1931 ; au total, plus de 5 000 banques (sur 23 000) disparaissent.

La crise est ensuite **industrielle et agricole** : la crise boursière a un « effet de richesse » négatif car ce sont les classes aisées et moyennes supérieures qui sont les plus touchées et qui réduisent leur consommation, or ce sont celles qui consomment le plus... D'où une chute des prix et une multiplication des faillites. Les deux secteurs qui ont été les piliers de la croissance américaine, l'automobile et l'immobilier, s'écroulent. Au total, la production industrielle recule de 46 % entre 1929 et 1932.

Au final, **la crise s'alimente elle-même** : le gonflement du nombre de chômeurs réduit le niveau général de consommation et alimente le marasme de la production... C'est un cercle vicieux dont il sera très difficile de sortir.

3. Les interprétations de la crise

La crise de 1929 a suscité, dès son époque, de nombreuses controverses théoriques chez les économistes comme chez les historiens. Encore aujourd'hui, expliquer les causes et les mécanismes de la crise n'est pas aisé. Les **modèles économiques traditionnels** du XIX^e siècle, c'est-à-dire le modèle libéral et le modèle marxiste, proposent des explications peu convaincantes. Pour **les libéraux**, une crise économique n'est qu'un dérangement temporaire et normal du marché ; elle se résout d'elle-même si on laisse agir les mécanismes du marché, sans intervention de l'État. Il faut donc appliquer ces mêmes recettes que pour

les précédentes crises (celle de 1920-1921 ou celle de 1873). **Les marxistes**, eux, pensent que la crise de 1929, par son ampleur inédite, valide leur thèse selon laquelle l'heure de la fin du système capitaliste serait enfin arrivée. Ce serait en quelque sorte la crise finale du capitalisme. Cette thèse a été popularisée par l'économiste français Eugène Varga qui rédige un long rapport au nom de la III^e Internationale : *La crise économique, sociale et politique* (1934).

Ces explications demeurent toutefois insuffisantes aux yeux de plusieurs économistes, qui tentent alors des **analyses novatrices**. C'est le cas de **John Maynard Keynes**, un économiste britannique très célèbre depuis qu'il a participé à la conférence sur la paix en 1919 et qu'il a rédigé un livre analysant les impacts économiques du traité de Versailles (*Les conséquences économiques de la paix*, 1919). Après la publication de plusieurs articles sur la crise de 1929, il rédige un livre qui résume toute sa pensée économique et connaît un immense succès : *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936). Keynes s'oppose à la doctrine libérale : pour sortir de la crise, il faut appliquer d'autres solutions que celles qui sont habituellement pratiquées depuis le XIX^e siècle. Il ne partage pas l'optimisme des libéraux qui pensent que le marché conduit toujours au meilleur équilibre possible ; il affirme au contraire qu'une économie peut s'installer durablement dans un équilibre de sous-emploi. Il dénonce les effets contre-productifs des politiques libérales : la baisse des salaires et des prix, donc une politique déflationniste, ne peut que réduire la consommation et décourager l'investissement. Au contraire des libéraux, Keynes estime que l'État doit impérativement intervenir : il faut **une politique de l'offre**, la seule à même de stimuler la demande et de relancer la consommation. Keynes recommande donc de pratiquer le déficit budgétaire et de mener une politique de grands travaux pour réduire le chômage et fournir l'impulsion initiale pour faire sortir l'économie de son état dépressif. Cette intervention doit bien entendu demeurer conjoncturelle : Keynes est contre toute étatisation de l'économie.

Dans les années 1970, l'économiste libéral Milton Friedman, fondateur de **l'école monétariste**, considère que la cause principale de la crise de 1929 est une mauvaise politique monétaire menée par les États-Unis. La FED (banque centrale) ne serait pas assez intervenue pour faire face à la chute de la masse monétaire puis, en baissant les taux d'intérêt après le krach boursier, elle aurait réduit encore un peu plus les profits des banques, accélérant leur faillite.

c. L'extension mondiale de la crise

1. La combinaison d'une crise financière et commerciale

La crise s'étend rapidement au reste du monde industrialisé, selon une double logique. D'une part, c'est la **crise financière** qui franchit les frontières des États-Unis : ces derniers sont en effet contraints de rapatrier en urgence une importante partie de leurs capitaux, surtout ceux placés en Europe et en Amérique latine, tandis que la panique gagne les épargnants européens qui retirent les fonds déposés dans les banques afin d'acheter de l'or. Les crédits à court terme passent ainsi de 14 à 6 milliards de dollars entre 1930 et 1933.

D'autre part, c'est aussi la **crise commerciale** qui s'étend au-delà du territoire américain, essentiellement à cause de deux facteurs : la baisse des prix des produits exportés par les États-Unis affecte le commerce européen, et les exportations japonaises souffrent de la réduction des débouchés sur le marché américain. En outre, les premières réponses à la crise apportées par le gouvernement américain aggravent les difficultés : le tarif Hawley-Smoot

de 1930, qui relève fortement les droits de douane et crée une politique protectionniste, entraîne une plus grande fermeture du marché américain et donc une crise des débouchés chez la plupart des partenaires commerciaux des États-Unis.

2. L'Europe et le Japon touchés de plein fouet

Le continent européen est le plus affecté par la crise. Celle-ci atteint d'abord **l'Allemagne** et **l'Autriche**, dès les premiers mois de 1930, car elles sont très dépendantes des capitaux britanniques mais aussi américains (surtout l'Allemagne). La dette extérieure allemande s'élève en effet à 15 milliards de reichsmarks en 1930 dont 12 milliards sont des crédits à court terme. La spéculation boursière à New York des années 1928-1929 avait déjà commencé à réduire les entrées de capitaux américains en Allemagne. Le krach de 1929 non seulement stoppe les entrées, mais surtout entraîne un retrait massif de ces capitaux, les banques américaines ayant besoin de les rapatrier en urgence. Or, ces capitaux représentent l'essentiel des réserves des banques allemandes et autrichiennes, qui, en plus, ne peuvent pas récupérer l'argent prêté à leurs clients car ils sont devenus insolubles (essentiellement des entreprises qui ont fait faillite). C'est en quelque sorte la double peine pour ces banques. C'est ce qui provoque de nombreuses **faillites bancaires**, la plus spectaculaire étant celle de la *Kredit Anstalt* de Vienne, la plus grande banque autrichienne, qui entraîne une quasi faillite de tout le système bancaire autrichien. Cela entraîne à son tour une crise du système bancaire allemand, car il est très dépendant du système autrichien ; la faillite de la puissante *Danat Bank* en juillet 1932 en est un exemple. Les gouvernements interviennent pour essayer de sauver le système bancaire, en injectant de l'argent dans les banques, mais cela a eu pour conséquence de faire fondre les réserves monétaires des banques centrales ; les réserves d'or de la *Reichsbank* diminuent ainsi d'un tiers entre 1929 et 1933. La situation est tellement grave que toutes les banques allemandes sont temporairement fermées en juillet 1931, tandis que le président des États-Unis fait accorder une pause d'un an à l'Allemagne dans le paiement de ses réparations prévues par le traité de Versailles (le moratoire Hoover).

La crise gagne ensuite **le Royaume-Uni** et **la France**, avec quelques mois de décalage : c'est surtout en 1931 et en 1932 que les effets de la récession commencent à se faire sentir. Le **Royaume-Uni** souffre à la fois du retrait des capitaux américains, des pertes dans les faillites allemandes et autrichiennes et des demandes de conversion de livre sterling en or, ce qui oblige le gouvernement à abandonner en 1931 la convertibilité de la livre sterling en or. La livre sterling connaît alors une rapide dépréciation sur les marchés : 20 % dès octobre 1931, jusqu'à 35 % en septembre 1933. La **France** est le dernier des grands pays à être touché par la crise, car elle a une monnaie plus solide (depuis les réformes de Poincaré) et moins sensible à la contraction des échanges mondiaux. Elle est atteinte fin 1931-début 1932, notamment à cause de la dépréciation de la livre sterling car la Banque de France possédait d'abondantes réserves de la monnaie britannique (pour une valeur de deux milliards de francs), mais aussi à cause de la concurrence des produits britanniques qui sont désormais beaucoup plus compétitifs à l'échelle mondiale (car la livre sterling est une monnaie moins chère que le franc).

La crise atteint aussi d'autres pays industrialisés, par exemple **le Japon**. Il est victime d'une grave crise financière et monétaire en 1930 à cause de la fuite des capitaux étrangers, mais aussi des importantes sorties d'or du pays par les spéculateurs qui ont converti leurs yens (la monnaie nationale) en or et acheté des dollars. La crise est aussi commerciale à cause de la fermeture des débouchés aux États-Unis pour les soieries (premier secteur industriel

du Japon). En 1931, la situation s'aggrave à cause de la dépréciation de la livre sterling, car beaucoup de banques japonaises ont des placements dans les banques britanniques.

3. La crise économique en Amérique latine

La crise touche aussi l'Amérique latine, car la plupart des pays ont fondé leur stratégie économique, depuis la fin du XIX^e siècle, sur l'exploitation des matières premières (biens primaires) qui sont massivement exportées à l'international. Ce sont des économies dites « rentières » (les matières premières fonctionnant comme des rentes qui assurent aux pays des revenus réguliers), donc très dépendantes du secteur primaire ; l'industrialisation est en effet encore balbutiante dans cette région du monde. Cette stratégie connaît déjà des difficultés dans les années 1920, à cause de la **concurrence mondiale** : les matières premières se vendent moins bien, ce qui crée de la **surproduction**. Ainsi, entre 1929 et 1935, la valeur des exportations baisse de moitié. C'est par exemple le cas au Brésil où les exportations de caoutchouc sont concurrencées par l'hévéa asiatique (celles de café diminuent également), mais aussi du Chili dont les nitrates naturels subissent la forte concurrence du nitrate synthétique allemand ; l'indice de sa production minière s'écroule de 100 (en 1929) à 26 (en 1935). À Cuba, la valeur de la production sucrière de 1932 ne représente plus que 25 % de celle de 1929. Ces pays souffrent aussi de la **chute des cours mondiaux des matières premières**. En 1932, les cours des trois produits agricoles de base (blé, café, sucre) ont respectivement chuté de 62 %, 67 % et 45 % par rapport à 1929. Cette surproduction généralisée a pour conséquence une **déflation des prix et des salaires** (forte baisse), ce qui, à son tour, déprime la production.

Un autre aspect important de la crise économique est le **retrait massif des capitaux nord-américains** : entre 1929 et 1933, le stock de capitaux placés par les États-Unis dans les pays d'Amérique latine passe de 3 400 milliards de dollars à 2 800 milliards. Les retraits sont les plus forts en Amérique centrale, au Mexique et dans les Caraïbes.

2 Un désastre économique et social à travers le monde

a. L'écoulement de l'agriculture et de l'industrie

1. La baisse des prix

L'agriculture et l'industrie sont partout confrontées à une importante **déflation des prix**, ce qui entraîne la diminution des revenus et donc la capacité d'achat ou d'investissement des entrepreneurs. C'est dans **l'agriculture** que les prix baissent le plus, alors que cela avait déjà été le cas dans les années 1920 dans certains pays comme les États-Unis (contexte de surproduction). La crise de 1929 amplifie le processus : le revenu net des agriculteurs américains baisse de deux tiers entre 1929 et 1932 ; en France, il baisse de 60 % entre 1929 et 1935 ; en Allemagne, le prix du blé diminue de 50 % et celui de la viande de porc de 65 % durant la même période. Les pays sont alors souvent contraints à des politiques de dénaturation des stocks invendus : au Brésil par exemple, le café invendu sert de combustible dans les locomotives (création du Département national du café en 1934, qui oblige les producteurs à abandonner 20 % de leurs récoltes).

Dans **l'industrie**, le profit des entreprises recule fortement : -60 % aux États-Unis et -25 % en France entre 1929 et 1932. Les investissements industriels sont aussi en net recul, en moyenne 90 % aux États-Unis et en Allemagne entre 1929 et 1932. Cela signifie

concrètement que les entreprises n'ont plus les moyens d'investir, de se moderniser et d'inno-
ver.

2. La baisse de la production

La crise entraîne un peu partout un effondrement de la production sans précédent. Au niveau mondial, la **production industrielle globale recule de 40 %** au début des années 1930, avec des variations selon les secteurs. La production d'acier passe ainsi de 120 millions de tonnes en 1929 à 50 millions en 1932, tandis que la construction automobile chute de 6 millions de véhicules à 2 millions pour la même période. L'explication principale est la difficulté d'écoulement et le contexte de surproduction, à cause de la contraction de la plupart des débouchés : les stocks mondiaux se sont ainsi gonflés de 25 % pour les denrées alimentaires et de 50 % pour les matières premières industrielles.

Seuls quelques secteurs industriels échappent à la récession et **continuent à progresser**, comme le pétrole, l'électricité ou l'aluminium.

b. Une mondialisation en crise

1. Contraction des échanges et affrontements commerciaux

Le **commerce international** diminue de 10 % en volume et de 60 % en valeur entre 1929 et 1933, ce qui est sans précédent. C'est le même phénomène pour les **mouvements de capitaux**, la contraction étant aggravée par l'abandon des réparations allemandes en 1932 (conférence de Lausanne) et par l'arrêt en 1934 du remboursement des dettes européennes aux États-Unis (celles de la Première Guerre mondiale) : entre 1932 et 1938, les investissements de capitaux à l'étranger par les États-Unis sont ainsi 40 fois inférieurs à ceux de la période 1924-1928...

Pour essayer de remédier à la surproduction mondiale et à l'accumulation des stocks, les États ont passé des **accords internationaux** pour contingenter (mettre des quotas) la production des principales denrées agricoles et des matières premières industrielles : le blé, l'étain et le sucre en 1931, le caoutchouc en 1934, le cuivre en 1935... Mais c'est **un échec** car ces accords sont trop partiels, ne concernant qu'une partie des pays producteurs. Ainsi, en 1938, la surproduction reste une réalité : la production de blé est par exemple supérieure de 10 % à celle de 1929, et celle caoutchouc de 52 %. En fait, la dépression a exacerbé la compétition commerciale car la contraction des débouchés a conduit chaque pays à développer ses propres exportations, et pour cela à recourir à deux « armes » complémentaires. D'une part, le **dumping**, c'est-à-dire vendre sur le marché mondial à des prix très bas, souvent inférieurs à ceux pratiqués sur le marché intérieur. D'autre part, la **dépréciation** ou la **dévaluation de leur monnaie**, pour rendre plus compétitives leurs exportations.

Ces affrontements commerciaux sont par ailleurs renforcés par la **généralisation du protectionnisme**, ce qui est un réflexe « traditionnel » des États soumis à la baisse des productions et des prix, mais qui a eu comme effet pervers d'accélérer l'effondrement du système commercial international puisque tous les pays cherchent à réduire leurs importations pour essayer de dégager un excédent commercial... Le procédé le plus répandu est de relever ou de rétablir des **droits de douane** sur les produits étrangers qui entrent sur le territoire. Les États-Unis sont le premier pays à le pratiquer, avec la mise en place du **tarif Smoot-Hawley** en **1930** qui fait passer les taxes sur les produits importés de 38 à 60 % en moyenne et qui entraîne des représailles tarifaires dans de nombreux pays : en France et en Italie en 1931, et

même au Royaume-Uni qui, pour la première fois, abandonne le libre-échange en novembre 1931 en instaurant des taxes de 50 % sur une vingtaine de produits de luxe puis par le vote du « tarif Chamberlain » en 1932 (extension des droits de douane à d'autres produits). D'autres procédés protectionnistes sont utilisés, notamment le « **contingentement** » qui consiste à limiter les quantités importées. C'est surtout la France qui l'utilise dès 1931 pour le charbon et les produits agricoles. D'autres pays passent des **accords de compensation** (ou de *clearing*), ce qui est une sorte de troc : il s'agit d'établir une exacte correspondance entre la valeur des importations et celle des exportations ; l'Argentine par exemple échange sa viande contre des machines allemandes.

D'autres pays font le choix de se **replier sur leur empire colonial**. C'est le cas de la France et du Royaume-Uni, qui possèdent depuis la fin du XIX^e siècle les deux plus grands empires coloniaux du monde. Le ministre français des Colonies, Paul Reynaud, l'écrit sans ambages dans le livre d'or de l'Exposition coloniale de 1931 : « Alors que la lutte économique est plus sévère que jamais, les colonies enseignent aux Français le courage et la confiance. [...] Que de chômeurs si ce débouché se fermait brusquement ! ». En 1938, 27 % des exportations françaises sont ainsi dirigées vers l'Empire, ce qui permet incontestablement d'amortir une partie de la crise ; il s'agit par exemple de 50 % des exportations automobiles et de 90 % des exportations cotonnières. Les Britanniques, eux, créent le *Commonwealth* en 1931 (très forte autonomie pour les *dominions* comme le Canada ou l'Australie) et instaurent le système de la « préférence impériale » en 1932 (conférence d'Ottawa) qui permet de faire entrer au Royaume-Uni les marchandises en provenance de l'Empire sans aucun droit de douane, en contrepartie les *dominions* acceptent les produits britanniques avec des droits de douane réduits et de confier leurs réserves d'or à la Banque centrale d'Angleterre. Les échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et son Empire connaissent alors une forte progression : en 1938, 40 % des exportations britanniques y sont dirigées.

2. La fragmentation monétaire du monde

Les difficultés économiques et les réflexes protectionnistes provoquent également une crise monétaire durable. Chaque pays mène une politique individualiste qui consiste à déprécier ou à dévaluer sa monnaie pour essayer de rendre ses exportations plus compétitives. Le Japon, par exemple, dévalue à deux reprises sa monnaie, en 1931 puis 1937, ce qui lui permet de doubler ses exportations durant la décennie et de rendre ses cotonnades particulièrement compétitives, ce qui achève de ruiner le textile britannique. La dévaluation de la livre sterling en 1931, avec la fin de sa convertibilité en or, entraîne la création d'un bloc monétaire appelé **bloc sterling**, qui regroupe tous les États dont les monnaies, par choix, se définissent désormais par rapport à la devise britannique : il s'agit de tout le *Commonwealth* (sauf le Canada), des pays scandinaves, du Portugal, de l'Égypte, de l'Iran, de l'Argentine, de la Bolivie et du Brésil. Cette décision est très favorable au commerce britannique, mais elle affaiblit les autres pays qui sont confrontés à la concurrence des pays dévaluateurs.

C'est dans ce contexte, **en 1933**, qu'est organisée une conférence internationale à l'initiative de la SDN : la **conférence de Londres** (66 pays). C'est la dernière tentative pour essayer de trouver une réponse commune face à la crise mondiale. Les experts s'accordent tous sur les mêmes solutions à mettre en œuvre : trêve monétaire pour éviter des dévaluations en cascade, trêve douanière pour stopper les surenchères protectionnistes, une offre abondante de crédit pour favoriser un redressement des prix. La plupart des pays y sont favorables, surtout ceux, nombreux, qui ont déjà dévalué, mais les États-Unis y sont très hostiles car le président Roosevelt récemment élu, qui vient de lancer son New Deal, veut à son tour

détacher le dollar de sa parité-or et le déprécier voire le dévaluer pour relancer le commerce américain. Il ne veut donc rien signer qui le contraigne en ce domaine. La conférence est ainsi un échec, et en janvier 1934 le dollar est dévalué de 41 %. Un **bloc dollar** se forme alors en 1934, qui regroupe la plupart des pays du continent américain qui alignent leur monnaie sur le dollar.

À l'initiative de la France, un **bloc or** se constitue à partir de 1934. Il regroupe six pays : outre la France, l'Italie, la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique et la Pologne. Ces États continuent de rattacher leurs monnaies respectives à l'étalon-or, ce qui représente un comportement minoritaire dans le monde. Ces pays s'engagent à respecter la valeur or de leur monnaie et les taux de change entre les monnaies, et donc à ne pas dévaluer, mais cela a eu pour effet de rendre leurs exportations très peu compétitives face aux monnaies dépréciées ou dévaluées. Le « bloc or » est donc éphémère, car ces pays ont été contraints à leur tour de dévaluer, ainsi la France qui le fait quatre fois entre 1936 et 1939. Il existe également un **bloc reichsmark** qui regroupe les pays de l'Europe centrale autour de l'Allemagne et un **bloc yen** qui rassemble le Japon et les territoires qu'il a soumis en Asie orientale (la Corée par exemple).

3. Certains pays choisissent l'autarcie économique

Certains pays vont encore plus loin que le protectionnisme, en faisant le choix d'une **autarcie**. Forme extrême du protectionnisme, c'est un régime économique d'autosuffisance par lequel un pays s'efforce de vivre sur lui-même en s'isolant du reste du monde. Ce choix a été fait par des régimes autoritaires et militaristes, qui cherchaient ainsi de cette manière à se préparer à une guerre future, et qui y ont été aussi contraints par la faiblesse de leurs réserves monétaires (or et devises). C'est notamment le cas de l'Allemagne nazie et du Japon, secondairement de l'Italie. Le plus important consiste à strictement limiter les importations, par des droits de douane élevés et en accroissant substantiellement la production nationale pour réduire au maximum les achats à l'extérieur.

En **Allemagne** par exemple, les productions de blé et de charbon augmentent fortement, et des produits de substitution (appelés « *ersatz* ») sont mis au point. Mais face aux résultats insuffisants, Hitler fait des choix encore plus radicaux à partir de 1936 et lance une expansion territoriale par la force. Quant au **Japon**, il multiplie les annexions territoriales en Asie orientale pour piller les ressources en matières premières et en denrées alimentaires, par exemple le riz en Corée.

c. Une nouveauté : le chômage de masse

C'est avec la crise de 1929 qu'émerge un chômage de masse, c'est-à-dire qui touche une grande partie de la population active, et parfois pour une longue durée. Le chômage désigne les travailleurs qui n'ont pas d'emploi, qui en recherchent un et qui sont disponibles pour travailler. **En 1932**, année noire, **30 millions de chômeurs** sont recensés dans l'ensemble des pays industrialisés, ce qui constitue un record. Les deux pays les plus touchés sont les États-Unis avec 12 millions de chômeurs (21 % de la population active) et l'Allemagne avec 6 millions de chômeurs (17 % de la population active). Il faut toutefois y ajouter les très nombreux chômeurs partiels, qui ne travaillent qu'une partie du mois et restent donc très précaires ; ils sont par exemple 8 millions en Allemagne à la même époque.

Le chômage des années 1930 est d'un **type nouveau** car il semble devenir structurel. C'est comme s'il se substituait à la baisse des salaires comme mode de régulation principal de

l'économie industrielle : le patronat, confronté à une crise de la rentabilité ou à la fermeture des débouchés, préfère maintenir les salaires et réduire le nombre de salariés. On passe ainsi d'une régulation de l'économie par les flux (les prix) à une régulation par les stocks (les facteurs de production, dont fait partie la main-d'œuvre). En outre, des catégories jusque-là protégées sont à leur tour victimes du chômage : médecins, avocats, professeurs, architectes...

Le chômage de masse des années 1930 constitue un véritable **traumatisme social**, bien visible car il crée des poches de pauvreté dans les villes et favorise la multiplication des **bidonvilles**, surnommés Hooverville aux États-Unis par dérision pour le président Hoover. La misère sociale est un des thèmes des productions artistiques des années 1930. Le célèbre roman de John Steinbeck, *Les raisins de la colère* (1939), montre l'ampleur de la pauvreté et de la misère dans les campagnes des États-Unis. Il décrit l'exode forcé des paysans ruinés de l'Oklahoma et de l'Arkansas vers la Californie, à la fois victimes de la crise économique et des calamités naturelles (grande sécheresse de 1934).

3 Face à la crise : des solutions contrastées

a. L'échec des politiques libérales classiques

La plupart des États, au départ, comprennent mal la nature et l'ampleur de la dépression : ils sont persuadés d'être en présence d'une crise cyclique et adoptent donc le raisonnement typique du XIX^e siècle, selon lequel l'État n'a pas à intervenir. Les gouvernements se contentent donc souvent de mettre en place des **politiques d'austérité et déflationnistes**. Il s'agit véritablement de « purger » l'économie : recherche à tout prix de l'équilibre budgétaire par la hausse des impôts, la diminution des aides gouvernementales, la diminution des salaires et des prix, la réduction de la masse monétaire. À l'extérieur, il faut défendre la monnaie, ce qui exclut tout recours à la dévaluation, et adopter le protectionnisme.

Aux États-Unis, le président Hoover, républicain élu en 1928, applique immédiatement ce type de politique. Convaincu que la crise n'est que passagère, il multiplie les phrases optimistes qui, avec le recul, montrent son manque de clairvoyance : « la prospérité nous attend au coin de la rue » ou encore « tout sera fini dans 60 jours ». Les interventions de l'État se limitent donc au strict minimum : création d'un organisme public en 1929 (*Federal Farm Board*) pour acheter et stocker une partie de la production agricole (mais c'est un échec), création d'un fonds d'aide aux entreprises (*Reconstruction Federal Corporation*), augmentation des aides aux chômeurs. **En France**, tous les gouvernements jusqu'en 1936 appliquent une politique déflationniste, en particulier celui dirigé par Pierre Laval en 1935. Il décrète notamment une baisse de 10 % de toutes les dépenses publiques, l'augmentation des impôts, la diminution des salaires des fonctionnaires, la baisse de quelques prix (charbon, électricité, pain, loyers).

Partout, **les résultats sont mauvais** voire désastreux : la crise continue de s'aggraver. En France, la formation du bloc sterling et l'obstination à ne pas dévaluer la monnaie provoquent un effondrement du commerce extérieur car le franc est désormais beaucoup trop haut ce qui rend les exportations bien peu compétitives. La dévaluation du dollar en 1934 porte le coup de grâce : les prix français sont désormais 36 % au-dessus du dollar ! Vouloir combler un tel écart par une politique de déflation est un pari insensé. En parallèle, la politique d'austérité pousse les ménages à réduire leur consommation ce qui provoque une

chute de la demande intérieure, obligeant ainsi les entreprises à réduire leurs productions et à licencier une partie de leurs employés. Le chômage continue donc de progresser tandis que plus de 700 banques font faillite ; en 1934, Citroën est racheté par son principal créancier, Michelin.

b. Aux États-Unis : le président Roosevelt et le New Deal

1. 1933 : Roosevelt, nouveau président des États-Unis

Né en 1882 au sein de la haute bourgeoisie new-yorkaise, **Franklin Delano Roosevelt** a fait des études de droit et est devenu avocat en 1908. Il se tourne cependant rapidement vers la politique et réussit à se faire élire sénateur (démocrate) en 1910. Malgré la maladie (poliomyélite à partir de 1921), il réussit à devenir gouverneur de l'État de New York, le plus peuplé du pays, en 1929. Il mène alors une politique novatrice pour l'époque. Confronté aux effets de la crise économique, il développe des aides financières directes aux chômeurs. Très populaire, il s'impose rapidement comme le candidat naturel du parti démocrate pour l'élection présidentielle de 1932. Il mène une campagne très active, sillonnant le pays (plus de 50 000 km parcourus) et multipliant les meetings. Le contexte de la crise économique est omniprésent : il permet à Roosevelt d'attaquer le président sortant devenu très impopulaire, Hoover, sur son bilan négatif et son incapacité à sortir le pays de la dépression. Son programme est donc entièrement axé sur des solutions concrètes pour sortir de la crise : il le qualifie de « New Deal » (« nouvelle donne ») lors de la Convention démocrate à Chicago le 2 juillet 1932. Roosevelt a su aussi bien s'entourer, il a notamment été conseillé par un groupe d'universitaires et d'économistes connu sous le nom de « *Brain Trust* », qui restera à ses côtés quand il sera Président (par exemple Hopkins ou Galbraith).

L'élection se déroule en **novembre 1932**. Roosevelt est confortablement élu avec 57 % des voix et 42 États remportés sur 48. Il obtient ses meilleurs scores dans les zones les plus touchées par la crise (le Sud, l'Ouest et les zones rurales), preuve de l'espoir qu'il a su faire naître chez les électeurs. Il entre officiellement **en fonction le 4 mars 1933**. Réélu en 1936, puis en 1940 et à nouveau en 1944 (il meurt en avril 1945), il exerce au total quatre mandats consécutifs, ce qui constitue un record de longévité (ce qui n'est plus possible aujourd'hui, la Constitution limitant à deux le nombre de mandats pour un Président).

2. Une nouvelle politique économique : le New Deal

La tâche la plus urgente pour Roosevelt est de mettre en application son programme économique. Il est convaincu qu'une intervention plus importante de l'État est nécessaire, ce qui rapproche le New Deal des thèses keynésiennes, même si, contrairement à une idée reçue, Roosevelt s'est peu inspiré de Keynes (qui, d'ailleurs, est très critiqué par les cercles économistes dans les années 1930). Roosevelt est un pragmatique qui refuse toute référence doctrinale. Le New Deal est donc **un programme pragmatique** qui repose sur une **intervention nouvelle et plus poussée de l'État** dans l'économie, vue comme la seule solution pour lutter contre la crise. Le New Deal a été appliqué en deux phases.

Le **premier New Deal** est appliqué **entre 1933 et 1935** : quinze lois sont votées dans les 100 premiers jours de la présidence pour engager les réformes d'urgence. Elles concernent trois axes essentiels, d'abord la **lutte contre la crise financière et boursière** : *Banking Act* (mars 1933) qui réouvre les banques les plus saines, *Glass Steagall Act* (juin 1933) qui sépare définitivement les banques d'affaires et les banques de dépôt, dévaluation du dollar en 1934. Il s'agit également de **soutenir l'agriculture et l'industrie**, en luttant contre la

surproduction et la baisse des prix. Deux grandes lois sont votées, d'abord le **Agricultural Adjustment Act (AAA) en mai 1933** : l'État indemnise les agriculteurs qui acceptent de réduire leur surface cultivée ou leur production, ce qui concerne surtout le blé, le coton, le maïs et le tabac. Les durées de remboursement des dettes des agriculteurs sont aussi allongées, avec une partie prise en charge par l'État. Puis le **National Industrial Recovery Act (NIRA) en juin 1933**. Il s'agit d'organiser la concurrence en incitant les entreprises à constituer des ententes par branche pour fixer des salaires minimum, des prix minimum et des niveaux de production maximum. Cette loi comprend aussi des mesures sociales, par exemple le droit à des conventions collectives négociées entre l'entreprise et les syndicats. Si les entreprises acceptent ces mesures, alors elles bénéficient des aides gouvernementales et peuvent afficher sur leurs étiquettes un aigle bleu avec le slogan officiel « nous participons à l'effort national » (« *We do our part* »). Un troisième axe, enfin, concerne la **lutte contre le chômage**. Il comprend des mesures d'aides directes (7 milliards de dollars au total en 1933 et 1934, contre 200 millions de dollars en 1932 sous l'ancienne présidence) et la création des allocations-chômage en 1933, mais aussi une **politique de grands travaux** pilotée par des agences fédérales régionales. La plus importante est créée en mai 1933 : la *Tennessee Valley Authority*, abrégée en TVA. Elle dirige dans sept États la construction de 21 barrages le long du fleuve Tennessee, en finançant les infrastructures, le reboisement et la production d'électricité ; les barrages servent aussi à l'irrigation pour aider les agriculteurs. Une nouvelle agence est fondée en 1935, la *Public Works Administration (PWA)*, dotée d'un important budget de trois milliards de dollars ; fonctionnant jusqu'en 1942, elle finance de grands travaux d'infrastructures, par exemple un million de km de routes, 285 aérodromes, des barrages ou encore des écoles.

Le **second New Deal** est appliqué **entre 1935 et 1938**. Il est davantage orienté vers des mesures sociales. La **loi Wagner** de 1935 reconnaît officiellement les syndicats, désormais associés à l'élaboration des conventions collectives avec le patronat, et diminue la durée du travail hebdomadaire à 35 heures (au lieu de 40). La même année, le « **Social Security Act** » crée une assurance chômage et une assurance vieillesse, cofinancées par l'employeur et par le salarié. En 1937, une loi facilite l'accès au logement.

3. Un bilan en demi-teinte

Le New Deal bénéficie encore aujourd'hui d'une légende dorée, mais ses résultats restent globalement mitigés, ce qui prouve la profondeur de la crise économique qui touche les États-Unis. **Sur le plan politique**, le New Deal a fait l'objet de nombreuses contestations en particulier dans le camp républicain car il heurte les principes du libéralisme classique qui sont très fortement ancrés dans la mentalité américaine. Dès 1934, l'ancien président Hoover publie d'ailleurs un pamphlet, *Défi à la liberté*, tandis que la même année une partie du patronat se regroupe dans une association, l'*American Liberty League*, dont le très conservateur Henry Ford est un des chefs de file. Mais la principale opposition est venue de la Cour Suprême, composée de neuf juges en majorité nommés par les anciens présidents républicains : ils invalident le NIRA en mai 1935 puis l'AAA en janvier 1936, au prétexte qu'ils ne respecteraient pas la Constitution (atteinte à la liberté d'entreprendre). Cette double invalidation marque la fin du premier New Deal. Mais le bras de fer se poursuit ; au final, les juges reviennent sur leur décision en 1937 (Roosevelt a été réélu en 1936).

Sur le plan économique, le New Deal a enregistré d'incontestables **résultats positifs** : nette remontée des prix agricoles (+ 15 % de 1932 à 1934), augmentation de la production industrielle (+ 60 % de 1932 à 1937), baisse sensible du chômage (le nombre de chômeurs

tombe à 7,7 millions en 1937 soit 13 % de la population active, moitié moins qu'en 1932). Le New Deal a su, aussi, redonner confiance à une société américaine traumatisée par la crise de 1929. Néanmoins, **l'économie américaine reste encore très fragile** : la croissance est très faible dans les années 1930 (0,1 % en moyenne), et la production agricole demeure victime de la surproduction car elle a encore augmenté de 11 % entre 1932 et 1939 (c'est beaucoup trop) en dépit de la diminution de 7 % du nombre d'agriculteurs et de la réduction de 20 % des surfaces cultivées (c'est, en réalité, un effet pervers des aides publiques). Surtout, l'économie est victime d'une **grave rechute en 1937-1938**, à tel point que certains économistes parlent d'une « seconde dépression » : la production industrielle s'effondre de 30 %, ce qui entraîne une remontée du chômage (10 millions en 1938), alors que le New Deal touche à sa fin ce qui réduit donc les aides publiques. C'est un effet pervers de l'intervention publique : l'économie est devenue trop dépendante de l'État, et l'investissement privé est insuffisant. C'est la très forte mobilisation économique provoquée par l'entrée du pays dans la Seconde Guerre mondiale qui permettra une sortie définitive de la « Grande dépression » des années 1930.

c. En France : le Front populaire (1936-1938)

1. L'arrivée au pouvoir du Front populaire en 1936

Le Front populaire est le nom donné à une **coalition politique** des trois principaux partis de la gauche : la SFIO (socialistes) dirigée par Léon Blum, le parti communiste dirigé par Maurice Thorez et le parti radical dirigé par Édouard Herriot. Cette alliance inédite a commencé à se former en 1934, alors que les tensions politiques sont très fortes, attisées par la crise économique et sociale, et que l'extrême-droite d'inspiration fasciste tente de déstabiliser la République. Les événements du 6 février 1934 (manifestation des ligues d'extrême-droite à Paris, dont certaines essaient de s'emparer du pouvoir) ont beaucoup marqué les esprits. Un pacte d'union est signé entre le parti communiste et la SFIO en juillet 1935, concrétisé par leur participation ensemble au grand défilé du 14 juillet de cette année-là.

Le Front populaire remporte largement les élections législatives **d'avril-mai 1936** ; il obtient la majorité absolue, avec un total de 389 députés sur 612. Léon Blum forme son gouvernement le 31 mai, composé de socialistes et de radicaux (les communistes préfèrent ne pas y participer tout en soutenant le gouvernement), dans un contexte social particulièrement agité. L'arrivée au pouvoir du Front populaire est en effet précédée et suivie d'un mouvement massif de **grèves** et d'**occupations d'usines**, par plus de deux millions d'ouvriers (mai-juin 1936). Ces grèves sont largement spontanées, « sur le tas », et traduisent l'immense espoir au sein du monde ouvrier en l'arrivée au pouvoir de la gauche. Elles se poursuivent plusieurs semaines après, l'objectif étant d'exercer une pression sur le gouvernement pour qu'il applique effectivement ce qui avait été promis durant la campagne électorale. Ce qui marque les esprits à l'époque, c'est que les grèves et les occupations d'usines se font dans une ambiance joyeuse et festive, ce qui traduit à la fois l'espérance d'être enfin entendus et la satisfaction d'avoir obtenu une reconnaissance politique. Par ailleurs, pour la première fois ce type de mouvement social n'est pas réprimé : comme le dit le ministre de l'Intérieur Roger Salengro le 26 juin 1936, « s'achève, sans une goutte de sang, le plus formidable conflit social qu'ait connu la République ». Le gouvernement du Front populaire dure **jusqu'en juin 1937**.

2. Une politique économique et sociale ambitieuse

Le Front populaire met immédiatement en œuvre son programme social et économique. L'objectif de Blum est une relance économique par une politique sociale plus généreuse permettant d'augmenter les revenus et par une politique de grands travaux, donc par une intervention plus forte de l'État ; une de ses sources d'inspiration est le New Deal. Blum rompt ainsi complètement avec les politiques déflationnistes menées jusqu'alors ; il parle d'ailleurs de « reflation ». Il commence par pousser les patrons à négocier avec les syndicats ouvriers, seul moyen de remettre la France au travail et de stopper la grève générale. C'est ainsi que **le 5 juin 1936** syndicats et patronat signent les **accords de Matignon**, qui prévoient d'importantes hausses de salaires (de 7 à 15 % selon les catégories de travailleurs), la mise en place de conventions collectives dans les entreprises (accords conclus entre les employeurs et les syndicats pour fixer les conditions de travail) et la création des délégués du personnel. Ces accords sont complétés par deux lois importantes, également en juin 1936, devenues emblématiques du Front populaire : la loi qui instaure deux semaines de **congés payés annuels** et celle qui diminue la durée hebdomadaire du temps de travail pour la fixer à **40 heures** (l'objectif est de lutter contre le chômage en incitant les entreprises à embaucher). Le mouvement des grèves connaît alors un reflux progressif ; Maurice Thorez dit à destination des ouvriers qu'« il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue ». **D'autres mesures** complètent cette politique économique : réforme de la Banque de France qui passe sous le contrôle de l'État (elle était privée), nationalisation des industries de guerre, début d'une politique de réarmement (14 milliards de francs sont prévus sur quatre ans), création de l'« Office du blé » qui permet de relever les prix de cette matière première indispensable.

Le Front populaire mène également une politique **culturelle** et de **loisirs** à destination du monde ouvrier. Mise en œuvre par Jean Zay, ministre de l'Éducation nationale, et par Léo Lagrange, sous-secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Loisirs, elle s'inscrit dans une volonté de démocratisation des activités culturelles et des loisirs, ce qui constitue une première dans l'histoire de la République. L'été 1936 est ainsi resté mythique dans l'imaginaire ouvrier car c'est celui des premières vacances pour des millions d'ouvriers, à la mer et à la campagne, même si, contrairement à la légende, de nombreux ouvriers ne partent pas.

3. Un bilan très mitigé

Le bilan économique du Front populaire apparaît cependant très mitigé. La **mauvaise volonté du patronat**, très hostile à la gauche, ne lui a certes pas facilité la tâche. Après le printemps et l'été 1936 où le patronat a fait le « dos rond » par peur d'une révolution communiste, il tente ensuite de reconquérir le terrain perdu face aux ouvriers et applique peu ou mal les réformes. D'autant que ces réformes ont considérablement accru le coût du travail. Les industriels prennent alors leur revanche en augmentant leurs marges par une augmentation des prix : Blum n'ayant pas voulu mettre en place un contrôle des prix, les industriels sont libres de les fixer, ce qui provoque une inflation d'environ 30 % à la fin de l'année 1936. L'effet de l'augmentation salariale pour les employés est ainsi annulé et la relance par la consommation est bloquée.

Le Front populaire a cependant enregistré **quelques résultats positifs** : la reprise a bien eu lieu puisque la production industrielle augmente de 16 % entre 1936 et 1937 tandis que le chômage diminue de 18 % entre 1935 et 1938. Mais ces performances ne sont pas exceptionnelles : l'Allemagne et la Grande-Bretagne font mieux à cette date... Et le Front populaire

continue à être confronté à de sérieuses difficultés économiques, à commencer par les **problèmes financiers**. L'arrivée de la gauche au pouvoir entraîne le retour du « mur d'argent », expression qui avait été utilisée en 1924-1925 lorsque le gouvernement dit du « Cartel des gauches » avait été confronté à l'évasion massive des capitaux, les milieux d'affaires étant traditionnellement très hostiles à la gauche. Le gouvernement de Léon Blum, qui manque cruellement de capitaux, n'a alors pas d'autre choix pour relancer ses exportations que dévaluer le franc, en septembre 1936. Les difficultés économiques et financières conduisent ensuite Blum à annoncer en février 1937 **une « pause » dans les réformes**, puis provoquent sa démission en juin 1937. L'expérience du Front populaire prend fin. Dans les années qui suivent, le centre de gravité politique se déplace vers la droite. En 1938, le nouveau chef du gouvernement, Daladier, affirme qu'il faut « remettre la France au travail » et remet en cause la loi sur le temps de travail. La CGT organise une grève générale à l'automne 1938 pour protester, mais elle ne fonctionne pas, preuve que la mobilisation ouvrière de 1936 appartient bien au passé. À la veille de la guerre en 1939, la situation économique de la France s'est améliorée, mais le pays est toujours confronté à la faiblesse de sa démographie et au vieillissement de son appareil industriel.

Si le Front populaire a été une expérience éphémère, qui n'a pas réussi à se maintenir et qui s'est achevée par un relatif échec, cette période représente néanmoins des **acquis sociaux majeurs** et un changement d'attitude déterminant de la République vis-à-vis du monde ouvrier : la question ouvrière n'est plus considérée comme taboue et marginale, elle est désormais pleinement intégrée à la République. Le Front populaire devient par ailleurs une référence absolue dans la mémoire collective de la gauche et des milieux syndicaux, qui s'en réclament régulièrement durant les décennies suivantes et même encore de nos jours (même phénomène des occupations d'usines en mai 68, puis « programme commun » de la gauche en 1972). D'un point de vue social, l'héritage de 1936 est durable à travers la manière d'organiser la semaine de travail (cinq jours), de prendre ses congés (l'été) ou bien encore de définir les relations dans l'entreprise (délégués du personnel).

Zoom

Les politiques de lutte contre la crise en Amérique latine

En Amérique latine, les États mettent en place dans les années 1930 et 1940 une politique dite de **substitution des importations (ISI)**. Il s'agit de réduire drastiquement les achats de biens de consommation étrangers en encourageant par des mesures tarifaires et fiscales le développement d'industries nationales fournissant ce type de produits. C'est donc une stratégie économique introvertie, centrée sur le marché intérieur, qui doit compenser la très forte contraction du commerce international et la chute des échanges avec les partenaires habituels (Europe, États-Unis). Une telle stratégie suppose une **très forte intervention de l'État**, surtout que les pays latino-américains sont très peu industrialisés à cette époque : création d'entreprises publiques, mise en place d'organismes financiers qui canalisent les investissements, protection des marchés intérieurs de la concurrence étrangère (fort protectionnisme).

Au **Brésil** par exemple, le président Getulio Vargas (1930-1945) nationalise les mines (1934) et crée de nombreuses structures pour contrôler toute la production industrielle.

Au **Mexique**, le président Cardenas (1934-1940) décide de nationaliser les compagnies pétrolières étrangères, *Shell* et *Standard Oil*. Au **Chili**, le gouvernement crée en 1939 la Corporation du développement de la production (CORFO) qui lance un vaste plan d'électrification et de raffinage pétrolier.

Ces politiques se prolongent et s'amplifient après la Seconde Guerre mondiale. Elles ont permis d'industrialiser les pays puis de relancer leurs exportations, mais elles ont souvent aggravé les inégalités sociales.

d. L'essentiel à retenir

Dates
1. Déclenchement et diffusion de la crise
<ul style="list-style-type: none">• 1928 : franc Poincaré• Jeudi 24 octobre 1929 : krach boursier à New York• 1930 : tarif Hawley-Smoot• 1932 : faillite de la Danat Bank en Allemagne• 1936 : Keynes publie son livre
2. Un désastre économique et social
<ul style="list-style-type: none">• 1931 : création du bloc sterling• 1932 : 30 millions de chômeurs dans les pays industrialisés• 1933 : conférence de Londres• 1934 : création du bloc dollar et du bloc or
3. Les solutions face à la crise
<ul style="list-style-type: none">• 1932 : élection de Roosevelt• 1933-1935 : 1^{er} New Deal• 1933 : AAA et NIRA, grands travaux (TVA)• 1935-1938 : 2^e New Deal• 1935 : loi Wagner• 1936 : Front populaire en France, accords de Matignon

Personnages	Vocabulaire
<ul style="list-style-type: none"> • BLUM Léon • HOOVER Herbert • KEYNES John Maynard • ROOSEVELT Franklin Delano • STEINBECK John • VARGAS Getulio 	<ul style="list-style-type: none"> • Années folles (<i>Roaring Twenties</i>) • Autarcie • Blocs monétaires • Chômage de masse • Contingentement, accords de <i>clearing</i> • Crise financière (bulles spéculatives, krach boursier) • Déflation • Dévaluation (monnaie) • Front populaire • Hooverville • ISI (industrialisation par substitution des importations) • New Deal (et ses différentes mesures : AAA, NIRA, TVA...) • Politique de l'offre • Surproduction

e. Pour s'entraîner : études de documents possibles

Il s'agit d'une liste de documents pouvant faire l'objet d'un sujet au concours. Elle n'est pas exhaustive : ce sont des exemples. Ces documents sont facilement accessibles sur internet ou dans un manuel de Terminale. Se reporter aussi à la 2^e partie du livre (sujets corrigés).

- La crise de 1929 et sa diffusion (une carte + un tableau *ou* un graphique).
- Les causes de la crise de 1929 (article de Roger Babson dans le *New York Times* du 6 septembre 1929 + un tableau statistique *ou* une affiche publicitaire sur la société de consommation).
- Les interprétations de la crise de 1929 : d'après Keynes (un extrait de son livre de 1936) et d'après Hoover (un extrait de ses *Mémoires*).
- Crise européenne ou américaine ? (deux textes ; un extrait des *Mémoires* de Hoover et un extrait du discours de Roosevelt du 20 août 1932).
- Un extrait des *Raisins de la colère* de Steinbeck + un tableau *ou* un graphique sur la crise aux États-Unis.
- Discours du candidat Roosevelt annonçant le New Deal (27 juin 1932).
- Discours d'investiture du président Roosevelt (4 mars 1933) + affiche sur le NIRA.
- Le New Deal et les « grands travaux » (un discours de Roosevelt + photographie du Hoover Dam *ou* un document sur la TVA).
- Roosevelt définit un second New Deal (discours au Congrès en janvier 1935) *ou* discours inaugural lors de son 2^e mandat (20 janvier 1937) + graphique de l'évolution du chômage.
- Hoover juge sévèrement le New Deal (discours prononcé le 30 octobre 1936) + tableau des résultats économiques dans les années 1930 (pour effectuer un bilan du New Deal).
- Déclaration de Léon Blum devant la Chambre des députés (6 juin 1936) + un extrait des accords de Matignon (« Une » d'un journal).
- Un extrait des accords de Matignon (texte) + une caricature sur les vacances des ouvriers (par exemple de Pol Ferjac).
- Une analyse de Pierre Mendès-France sur le Front populaire (discours prononcé à l'E.N.S en 1965) + une photographie *ou* une caricature de 1936.
- La crise économique des années 1930 en Amérique latine (un graphique *ou* un tableau + un discours du président Vargas *ou* du président Cardenas).